



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Xavier WOHLER

DRF/IRFU/DACM//LEDA

Téléphone : 01.69.08.45.38

xavier.wohleber@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Maylis DES COURTIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.63.96

maylis.des.courtis@cea.fr

**TRAVAUX D'INSTALLATION DE TROIS PORTES
LOURDES POUR LA PLATEFORME IPHI-TITAN**

Référence projet de marché n°B24-00162-MDC

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	8
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	11
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION	12
ARTICLE 10 - REUNIONS	15
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	15
ARTICLE 12 - QUALITE	16
ARTICLE 13 - ARRETS DE CHANTIER	16
ARTICLE 14 - ESSAIS ET CONTROLES EN USINE	18
ARTICLE 15 - LIVRAISON	18
ARTICLE 16 - MONTAGE	20
ARTICLE 17 - ESSAIS SUR SITE - CONTROLES TECHNIQUES.....	21
ARTICLE 18 - RECEPTION	21
ARTICLE 19 - GARANTIE	22
ARTICLE 20 - MONTANT.....	23
ARTICLE 21 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATION DES TRAVAUX.....	25
ARTICLE 22 - REVISION	26
ARTICLE 23 - REGIME FISCAL	27
ARTICLE 24 - AVANCE.....	27
ARTICLE 25 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	28



ARTICLE 26 - CONDITIONS DE PAIEMENT	29
ARTICLE 27 - SOUS-TRAITANCE	29
ARTICLE 28 - CONFIDENTIALITE	29
ARTICLE 29 - PROPRIETE DES OUTILLAGES	29
ARTICLE 30 - PENALITES.....	30
ARTICLE 31 - ASSURANCES	31
ARTICLE 32 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	31
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	32
ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION.....	36
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	37



PREAMBULE

Le présent marché porte sur l'étude, la fourniture et l'installation de trois portes lourdes pour la protection radiologique de la plateforme TITAN. Cette plateforme est destinée à la fourniture de neutrons, dans le but d'effectuer de l'imagerie neutronique (aire d'expérience MERCURE) et de l'irradiation neutronique (aire d'expérience MARS). Elle sera interfacée avec l'accélérateur de protons existant IPHI (Injecteur de Protons de Haute Intensité) et devra s'intégrer dans l'environnement existant (servitudes et infrastructures) de l'installation 218 sur le site CEA de Saclay (91).

Pour réaliser cette plateforme, le CEA doit acquérir un certain nombre d'équipements et adapter son infrastructure.

Ce marché est un Marché de défense et de sécurité au sens du Code de la commande publique (CCP), livre III « dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité » de la partie II du CCP.

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de travaux d'installation de portes lourdes pour la plateforme IPHI-TITAN.

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers (IRFU), Département des Accélérateurs, de Cryogénie et de Magnétisme (DACM).

1.3 Régime de sécurité du chantier

Les travaux à réaliser sont situés au sein du bâtiment 126 sur le site du CEA - Saclay (91). Le chantier se déroulera dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).



ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

- 2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :
- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BLMT/B24-00162-MDC daté du 25/04/2024, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé IRFU-TITAN-24-003 de janvier 2024,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay de mai 2019,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes ».
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
 - à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du
(à compléter par le soumissionnaire)
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent en une tranche ferme et une tranche optionnelle, définies comme suit :

3.1.1 Tranche ferme

La tranche ferme porte sur la réalisation et l'installation des portes n°47B et 47C. Les prestations sont décrites dans le cahier des charges référencé à l'article 2 supra et comprennent notamment :



- Les études détaillées,
- L'approvisionnement de la matière première nécessaire à l'ensemble des pièces,
- La fabrication des portes, incluant les outillages nécessaires à l'installation dans les locaux du CEA,
- Les contrôles et tests en usine,
- Le nettoyage, l'emballage et la livraison des portes sur le site du CEA/Saclay,
- L'installation, la mise en service et les essais sur site.
- La garantie.

3.1.2 *Tranche optionnelle*

La tranche optionnelle porte sur la réalisation et l'installation de la porte n°92A. En cas de levée de l'option, les mêmes prestations que celles listées au paragraphe 3.1.1 seront réalisées.

L'option sera levée par le CEA à la signature du marché. Elle sera alors réputée intégrée à la tranche ferme.

3.2 **Points de validation**

Dans le cadre de cette prestation, le Titulaire devra respecter les points de validation mentionnés au CDC.

Le franchissement de chaque jalon donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal sans réserve signé par les Parties, la signature de ce PV ne diminuant en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'à la réception des Fournitures.

3.3 **Partie estimative sur devis préalable**

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux journaliers (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 3 faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu la demande du CEA signée.



ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.1.3 Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à



son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, méthodes d'interventions, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO₂.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;
- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO₂.

Le Titulaire s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental et son offre.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou



participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

7.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

7.3 Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui seront remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

7.4 Travaux en site occupé – continuité de service

Le chantier se déroulera dans les contraintes d'un site occupé et le bâtiment continuera à être exploité pendant la durée des travaux. Le bâtiment étant traversé par un certain nombre de réseaux utiles pour les locaux exploités (dans ou hors de l'emprise du projet), le Titulaire devra veiller à assurer la continuité de service de ces installations.

7.5 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des terres et gravats ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

7.6 Permis de feu et autorisation

Tout travail par point chaud, soudure, découpage, tronçonneuse, etc. devra faire l'objet d'une autorisation écrite soumise à l'accord du CEA avec un délai de prévenance de 48 heures avant le début des travaux.



L'utilisation de produits dégageant des gaz toxiques sera formellement interdite, les produits inflammables devront faire l'objet d'une autorisation écrite.

La demande est à faire auprès du Chef d'installation ou de son suppléant.

7.7 Travail en hauteur

Conformément au code du travail, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés sauf :

- en cas d'impossibilité de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs,
- lorsque l'évaluation du risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Au CEA Paris-Saclay, ces équipements ne pourront être utilisés qu'après la réalisation d'une analyse des risques écrite et avec l'accord du Chef d'installation ou de son délégataire.

7.8 Horaires

7.8.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay et 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2024, ces derniers sont les suivants :

- mardi 2 janvier,
- vendredi 10 mai,
- lundi 12 août au vendredi 16 août,
- lundi 23 décembre au 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.8.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si la prestation doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'Officier de Sécurité et du Chef d'Installation.

7.9 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.



ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

8.1 Livrables à remettre

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA (§ 11), le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

8.1.1 Avant les travaux :

- un planning prévisionnel détaillé des travaux
- un Plan Qualité Particulier (PQP) pour la réalisation du marché
- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- l'ensemble des documents d'études d'exécution

8.1.2 En cours de travaux :

Le Titulaire s'engage à :

- mettre à jour, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux,
- tenir à jour le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC),
- soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

8.1.3 A la fin des travaux :

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, en 2 exemplaires, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) visé à l'article 11.3 du cahier des charges, comprenant, a minima, les documents suivants :

- les documents d'études,
- les documents de réalisation,
- les documents de contrôle et d'essais,
- les documents de mise en service et d'exploitation,
- les documents d'assurance de la qualité.

8.2 Validation et support des livrables

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation), seront remis en 2 exemplaires papiers au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format numérique.



8.3 Format des documents :

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications de la charte graphique DAO référencée DRF/SAC/UST/S2P/SP/10 disponible sur simple demande. Ils seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés.

8.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION

9.1 Partie forfaitaire

9.1.1 Tranche ferme

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, les délais souhaités par le CEA sont mentionnés ci-après :

Les délais ci-dessous sont indicatifs et souhaités par le CEA. Dans son offre, chaque soumissionnaire veillera à s'en approcher ou à les optimiser, le cas échéant. L'offre du soumissionnaire constituant un engagement ferme et global, si elle est retenue, les délais figurant dans son offre deviendront contractuels et seront pris en compte dans le tableau ci-dessous :



Jalon	Date prévisionnelle	Livrable à remettre
Réunion de lancement	T0 + 2 semaines	Planning prévisionnel à jour PAQp Synoptiques des déroulements prévisionnels des différentes phases, Plan préliminaire de sous-traitance, Plan de diffusion des documents Compléments de données d'entrée : Valeurs numériques des épaisseurs par le CEA
Revue de Conception Préliminaire (RCP)	T1 = T0 + 3 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.2 du CCTP
Revue de Conception Finale (RCF)	T2 = T1 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.3 du CCTP
Revue de Lancement en Production (RLP)	T3 = T2 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.4 du CCTP
Tests en usine	T4 = T3 + 6 mois	PV de contrôle et tests signés par les deux parties
Demande de livraison	T5 = T4 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 11.2.5 du CCTP
T6 : Autorisation de livraison donnée par le CEA et démarrage du chantier sur site		
Réception après l'installation, essais et mise en service	T7 = T6 + 2 mois	Ensemble de la documentation requise à l'article 8.1.3 supra, incluant toutes les certifications PV de contrôles et tests signés par les deux Parties PV de réception signé par les deux Parties

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire disposera d'un délai de 1 mois à compter de la date de réception pour lever l'ensemble des réserves.



18.1.1 Tranche optionnelle

Jalon	Date prévisionnelle	Livrable à remettre
Signature du marché	T0	-
Réunion de lancement	T0 + 2 semaines	Planning prévisionnel à jour PAQp Synoptiques des déroulements prévisionnels des différentes phases, Plan préliminaire de sous-traitance, Plan de diffusion des documents Compléments de données d'entrée : Valeurs numériques des épaisseurs par le CEA
Revue de Conception Préliminaire (RCP)	T8 = T0 + 7 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.2 du CCTP
Revue de Conception Finale (RCF)	T9 = T8 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.3 du CCTP
Revue de Lancement en Production (RLP)	T10 = T9 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 10.3.4 du CCTP
Tests en usine	T11 = T10 + 6 mois	PV de contrôle et tests signés par les deux parties
Demande de livraison	T12 = T11 + 1 mois	Documents listés au paragraphe 11.2.5 du CCTP
T13 : Autorisation de livraison donnée par le CEA et démarrage du chantier sur site		
Réception après l'installation, essais et mise en service	T14 = T13 + 2 mois	Ensemble de la documentation requise à l'article 8.1.3 supra, incluant toutes les certifications PV de contrôles et tests signés par les deux parties PV de réception signé par les deux parties

9.2 Partie estimative sur devis préalable

Le Titulaire s'engage à respecter le délai de remise des devis ainsi que les délais d'exécution mentionnés dans son devis.



ARTICLE 10 - REUNIONS

10.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement (revue de projet) sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

10.2 Inspection Commune Préalable (ICP)

Conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, une Inspection Commune Préalable sera organisée quinze jours avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

10.3 Réunions de chantier

Conformément aux dispositions de l'article 22.3 des CGA, pour suivre l'exécution des travaux, les Parties tiendront des réunions de chantier dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire. Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des études et des travaux,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- aspects sécurité et environnement,
- suivi du dossier Qualité.

10.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

10.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :





Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
	M. Xavier WOHLEBER	+33 1 69 08 45 38	xavier.wohleber@cea.fr
	Mme Emeline GINER-DEMANGE	+33 1 69 08 62 16	emeline.giner-demange@cea.fr
	M. Gaël DISSET	+33 1 69 08 52 15	gael.disset@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Les salariés du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces salariés ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 13 - ARRETS DE CHANTIER

13.1 Dispositions générales

Ne sont pas considérés comme arrêts de chantier au sens du présent article :

- les jours de fermeture du centre listés à l'article « horaires » du présent marché,
- les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques,



- les jours fériés.

13.2 Arrêts de chantier programmés du fait du CEA (préavis supérieur à 15 jours calendaires)

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Un arrêt de chantier programmé, pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de préavis de 15 jours calendaires, donne lieu à une rémunération du Titulaire exclusivement pour les frais engagés pour la location du matériel (sur présentation au CEA des justificatifs détaillés et en fonction des équipements importants présents sur le chantier).

Le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier programmé par courrier simple.

13.3 Arrêts de chantier inopinés du fait du CEA

L'arrêt de chantier est inopiné dans le cas où les travaux sont interrompus à la demande du CEA, pour des raisons qui lui sont directement imputables, avec un délai de prévenance inférieur à 15 jours calendaires

Dans ce cas, une demande d'indemnité pourra être adressée au CEA par le Titulaire, en cas d'arrêt de chantier inopiné d'une durée totale supérieure ou égale à deux (2) jours ouvrés mais inférieure à 5 jours ouvrés. La demande pourra faire apparaître l'indemnisation de la part main d'œuvre et des frais suivants (à titre indicatif) :

- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- de location de matériel, exclusivement présent dans l'installation (sur justificatifs détaillés et en fonction des moyens déployés sur le chantier),
- de démobilisation /remobilisation des équipements et du personnel en place (sur justificatifs détaillés et en fonction des moyens déployés sur le chantier),

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier inopiné par courrier simple.

13.4 Arrêts de chantier ne donnant pas lieu à une rémunération du Titulaire

Les arrêts de chantier trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du référentiel de sûreté, déchets, des consignes de l'Installation, de sécurité ou de radioprotection ou à l'absence d'une demande de consignation ne feront pas l'objet d'une rémunération et n'entraîneront pas la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

13.5 Reprise du travail

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue, sous un délai de 5 jours, qui aura été consigné dans le procès-verbal précité. A défaut, le non-respect de la date de reprise des travaux/prestations sera pénalisable selon les dispositions de l'article « pénalités pour retard d'exécution » du présent marché.



13.6 Délai contractuel

Tout arrêt de chantier donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

ARTICLE 14 - ESSAIS ET CONTROLES EN USINE

Les matériels et équipements fournis par le Titulaire au titre du présent marché feront l'objet d'essais et de contrôles en usine qui auront pour but de constater que ladite fourniture atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans les Spécifications Techniques précitées.

Ces essais et contrôles pourront être effectués par le Titulaire en présence du CEA. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Paris-Saclay huit jours à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles seront contradictoires, le cas échéant, et donneront lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

Il ne dégagera en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'au prononcé de la réception.

ARTICLE 15 - LIVRAISON

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA et autorisation expresse du CEA pour déclencher la livraison.

Le Titulaire s'engage à utiliser un emballage recyclable quand c'est techniquement possible.

Le Titulaire est responsable du transport et de la livraison des matériels sur le site du CEA/Saclay selon les Spécifications du cahier des charges.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandises), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (400xxxxxx) et le destinataire final :

Xavier WOHLEBER - DRF/IRFU/DACM//LEDA

01 69 08 45 38

Bâtiment 124 Pièce 117

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm
- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final.

Fourniture en provenance d'un pays hors UE livré au CEA Paris-Saclay :

a) Après dédouanement chez le RDE Gondrand basé aux Ulis

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane douane.lesulis@gondrand.fr,

herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

Le numéro de commande du CEA 4000....

- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00587)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

La Fourniture commandée dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND
ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
Département ou institutbâtimentpièce ...
à l'attention de M.....ou Mme.....

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.



b) sans passage chez le RDE (dédouanement fait à distance par le RDE)

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails suivantes douane.lesulis@gondrand.fr , herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- le numéro de commande du CEA 4000.....,
- le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00587),
- le code douanier au niveau SH (6 chiffres),
- la description précise de la marchandise

à l'adresse mail : laurent-casutt@gondrand.fr le transitaire du CEA :GONDRAND ,Zone d'activités de courtaboeuf - 3 avenue de l'Amazonie, 91940 Les ULIS Cedex – France pour les formalités douanières d'importation.

La Fourniture commandée dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DAP – CEA Saclay - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

CEA Paris /Saclay
Département ou institutbâtimentpièce ...
à l'attention de M.....ou Mme.....

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'à la remise de la Fourniture à l'adresse ci-dessus, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

ARTICLE 16 - MONTAGE

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 126 sur le site de Saclay.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.



ARTICLE 17 - ESSAIS SUR SITE - CONTROLES TECHNIQUES

17.1 Essais sur site

Les essais des installations et/ou des matériels mis en œuvre sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

17.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique, que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

17.3 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire

Conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications techniques, le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

ARTICLE 18 - RECEPTION

18.1 Réception des travaux

La réception sera prononcée à la fin des travaux, dans les conditions prévues à l'article 34.1 des CGA et conformément aux dispositions de l'article 1792-6 du code civil.

Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux de l'ensemble des portes,
- reconnaissance des ouvrages exécutés,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,
- absence d'avis défavorable sur le rapport final de l'organisme agréé ou absence de réserve sur les contrôles de conformité,



- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Dossier des Ouvrages Exécutés, plans de recollement, notices techniques d'exploitation et de maintenance), et établis en conformité avec la charte graphique DAO précitée à l'article « format des documents ».

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.1 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

18.2 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

18.3 Réception des prestations de garantie

La réception des prestations de garantie sera prononcée après l'établissement du (des) rapport(s) d'intervention et acceptation des prestations par le CEA.

ARTICLE 19 - GARANTIE

19.1 Garantie concernant les études

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution liées aux travaux, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.

19.2 Garantie concernant les travaux

19.2.1 Garantie de parfait achèvement

La signature du procès-verbal de réception ouvre une période d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder à la réparation des désordres constatés après réception.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.



19.2.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

19.3 Garantie concernant les équipements

19.3.1 Périmètre de la garantie

Les équipements fournis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de deux (2) ans à compter de la réception. Cette garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections. La garantie comprend la réparation et ou le remplacement du matériel, la main d'œuvre, et le déplacement du Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications aux équipements pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée des équipements seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble des équipements sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels les équipements n'auront pas pu être utilisés ou utilisés de manière incomplète par le CEA.

19.3.2 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie des équipements, le Titulaire s'engage à fournir une assistance téléphonique sous **XX heures** suivant l'appel ou le courriel du CEA et à intervenir sur site dans un délai de **XX jours ouvrés**, ramené à 1 jour ouvré en cas d'anomalie bloquante.

De plus le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de **XX jours ouvrés** à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site.

Au titre de la garantie, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

En outre, le Titulaire s'engage à assurer une assistance téléphonique (hotline), du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

ARTICLE 20 - MONTANT

20.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **€ H.T.** (..... **EUROS HORS TAXES**). Il se décompose comme suit :





20.2 Partie forfaitaire

20.2.1 Partie ferme

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et révisable de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant se décompose de la sorte :

- Montant de la porte n°47B : € HT, dont :
 - o Montant des études :
 - o Montant des approvisionnements :
 - o Montant de la partie réalisation :
- Montant de la porte n°47C :€ HT
 - o Montant des études :
 - o Montant des approvisionnements :
 - o Montant de la partie réalisation :

20.2.2 Partie optionnelle

Le montant de l'option (porte n°92A) est fixé à la somme forfaitaire et révisable de € HT (.....HORS TAXES).

Ce montant se décompose de la sorte :

- o Montant des études :
- o Montant des approvisionnements :
- o Montant de la partie réalisation :

Le prix des Fournitures s'entendent DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.
(A ajouter dans le cas d'un achat par le CEA en provenance du Marché Communautaire ou d'un pays tiers pour mise à la consommation)

20.3 Partie estimative sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € H.T. (..... EUROS HORS TAXES)

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux journaliers forfaitaires suivants :

- | | |
|-----------------------|------|
| - Qualification | € HT |
| - Qualification | € HT |
| - Qualification | € HT |

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la prestation concernée ferme et forfaitaire.

20.3.1 Les montants plafonds mentionnés ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des



montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS ou FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

20.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable.

ARTICLE 21 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATION DES TRAVAUX

21.1 Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

21.2 Les demandes de travaux supplémentaires prescrits par le CEA font l'objet de l'établissement d'une fiche de modification. Cette fiche, dont le modèle figure en annexe 3 du marché, doit être accompagnée impérativement d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires par qualification et les volumes d'heures, et les coûts détaillés de la fourniture, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles.

Les travaux supplémentaires s'entendent pour tous les travaux complémentaires par rapport à ceux prévus dans le présent marché et directement liés à l'exécution de ce dernier.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte dans son devis les moins-values résultant de la modification éventuelle des travaux de base, engendrée par les travaux supplémentaires.

Tout début d'exécution des travaux de modification devra faire l'objet d'un accord écrit du signataire du présent marché ou de son représentant dûment mandaté.

21.3 Toute modification du volume des travaux en moins demandée par le CEA fera l'objet d'une fiche de modification dont le montant de la moins-value est basé sur les prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

21.4 Les incidences financières des modifications en plus ou en moins du volume des travaux font l'objet d'un avenant au présent marché pour permettre leur règlement.

L'avenant regroupe une série de fiches de modification. Tout avenant est établi au mieux six mois à compter de la date de la première fiche de la série des fiches de modification. Il prend en compte toutes les fiches de modification, ayant recueilli l'accord sans réserve du CEA et du Titulaire.



Les prestations supplémentaires ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de l'avenant par les Parties.

ARTICLE 22 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (BT/BT_0)$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

BT₀ = valeur de l'indice BT01 – tout corps d'état » publié par l'INSEE pour le mois de XXX (mois de remise de l'offre),

BT = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.



ARTICLE 23 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 24 - AVANCE

24.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le Titulaire en fait la demande au moment de la remise de son offre et si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

24.2 Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30%.

24.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à **XXX**.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme / la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre des premiers termes de facturation jusqu'à apurement total de la somme correspondant au montant de l'avance.

24.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe ci-dessus. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.



Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 25 - CONDITIONS DE FACTURATION

25.1 Partie forfaitaire (tranche ferme et tranche optionnelle si levée)

Le montant des prestations forfaitaire du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 100 % du montant HT du poste « études » de la porte concernée et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des livrables correspondants,
- 100 % du montant HT du poste « approvisionnements » de la porte concernée et les taxes correspondantes à la constatation de l'avancement de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 50 % du montant HT du poste « réalisation » de la porte concernée et les taxes correspondantes (hors études et approvisionnement) après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par procès-verbal signé des Parties,
- 30 % du montant HT du poste « réalisation » de la porte concernée et les taxes correspondantes (hors études et approvisionnement), après montage sur site jugé satisfaisant, constatés par procès-verbal signé des Parties,
- Le solde du poste « réalisation » et les taxes correspondantes à la réception sans réserves des travaux, constatée par procès-verbal signé des Parties.

25.2 Partie estimative sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDM DP selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

25.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;



- le code service : SAC-C ;
- le numéro de commande (n°4000.....)

ARTICLE 26 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 27 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA. Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 28 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 29 - PROPRIETE DES OUTILLAGES

Conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA, les outillages, modèles ou programmes de fabrication réalisés pour l'exécution du présent marché sont la propriété du CEA. Ils sont conformes aux règles d'hygiène et de sécurité visées dans le code du travail. Leur utilisation sera réservée uniquement aux marchés confiés par le CEA ou à ceux des sous-traitants désignés par le Titulaire et acceptés par le CEA. Ils ne pourront être employés à d'autres usages qu'avec l'accord préalable et écrit du CEA.

Ces outillages, modèles ou programmes de fabrication seront marqués « Propriété CEA » et entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible. Il en sera tenu deux livres d'inventaire, l'un par le CEA, l'autre par le Titulaire.

Le Titulaire assure la garde des outillages, modèles ou programmes qu'il a réalisés pendant une durée de 10 ans à compter de la signature du procès-verbal de réception. Pendant toute cette durée, ils seront remis au CEA à première demande écrite de sa part.



ARTICLE 30 - PENALITES

30.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations sur devis préalable engagées).

30.2 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

30.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € (DEUX MILLE EUROS) HT par constat ou manquement.

30.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

30.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

30.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.

30.7 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Délais d'intervention pendant la garantie, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

**30.8 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels**

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

ARTICLE 31 - ASSURANCES

Les assurances sont régies par le chapitre 12 et l'annexe 1 des CGA.

ARTICLE 32 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :

Date :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des



employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont



communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



Marché n°B24-00162-MDC

ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : Fournisseur :

Objet du marché :

Origine de la modification :

CONCEPTION ¹
☐

FAITS IMPREVISIBLES

☐

AUTRES MOTIFS

☐

MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA)

☐

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION² :

.....

.....

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

TOTAL :

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

Les travaux, objet de la fiche de modification, ne pourront être facturés qu'après signature d'un avenant au marché.

¹ Les modifications sont de la responsabilité du maître d'œuvre ou du titulaire du marché.

² Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.



**ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n°4000	Titulaire :	
Référence de la spécification technique du CEA :	Référence du devis du Titulaire :	
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.